

Comment le Qatar finance l'islam de France

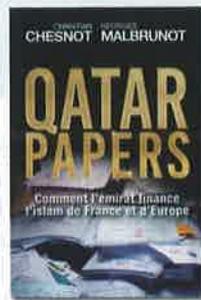
Document. Les révélations du nouveau livre des journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot, « Qatar Papers » (Michel Lafon).

PAR ROMAIN GUBERT

C'est un document exceptionnel. Les deux journalistes Christian Chesnot (France Inter) et Georges Malbrunot (*Le Figaro*) ont mis la main sur les comptes détaillés d'une ONG qatarienne, Qatar Charity, dont l'une des missions est d'aider les communautés musulmanes sur le Vieux Continent. Leur livre, « Qatar Papers », qui fourmille de documents comptables, recense d'innombrables projets sur le sol français (mosquées, écoles, associations, etc.) directement financés par cette ONG liée à l'émir. Tels des détectives, les auteurs racontent comment le richissime émirat participe à la bataille d'influence religieuse qui se joue en

Europe entre les pays du Maghreb, la Turquie, l'Arabie saoudite, le Koweït. Ils insistent aussi sur l'« idéologie » diffusée par le Qatar, qui encourage depuis toujours les Frères musulmans, cette confrérie islamique aux conceptions conservatrices qui renforce le communautarisme. « Forts d'à peine mille membres, les Frères musulmans ne vont pas prendre le pouvoir en France. Ils ne sont pas non plus impliqués dans des activités terroristes, et ils coopèrent au contraire souvent avec les services du ministère de l'Intérieur pour démasquer les dérives radicales, préviennent les auteurs. Mais leur objectif à terme est clair : adapter le droit commun à leur conception de l'islam. Est-ce le chemin que souhaite emprunter la République ? » Un document captivant ■

EXTRAITS



« Qatar Papers », de Christian Chesnot et Georges Malbrunot. (Michel Lafon, 295 p., 18,95 €).

Tariq Ramadan

35 000 euros

Selon Tracfin, c'est le salaire mensuel versé par Qatar Foundation à la tête d'affiche des Frères musulmans.

La belle fortune de Tariq Ramadan

Des dirigeants de la branche française des Frères musulmans ont-ils été payés directement par le Qatar ? Tracfin a cherché en vain. En revanche, il a glané de très intéressantes informations sur Tariq Ramadan, tête d'affiche des Frères dans l'Hexagone, à l'occasion de sa mise en examen pour « viol, agressions sexuelles, violences et menaces de mort » sur plusieurs femmes. Nous avons eu accès à l'enquête de Tracfin sur les comptes bancaires de Tariq Ramadan, aujourd'hui assigné à résidence en France, après avoir passé huit mois en prison. Pour réaliser une acquisition immobilière en France, le 28 juillet 2017, Tariq Ramadan a rapatrié des fonds personnels en provenance du Qatar pour un montant de 590 000 euros sur un compte bancaire personnel. Avec son épouse, Isabelle Morisset, Tariq Ramadan avait acheté deux appartements à Paris, pour un montant de 670 000 euros. En enquêtant, Tracfin a identifié deux comptes bancaires domiciliés en France et ouverts au nom de Tariq Ramadan. Du 1^{er} janvier 2017 au 5 février 2018, trois jours après sa détention, ce dernier compte a enregistré pas moins de 729 910 euros de flux créditeurs et 778 269 euros au débit. D'où vient tout cet argent ? 590 000 euros ont été versés le 1^{er} juin 2017, et 35 000 le 2 octobre, à partir d'un compte bancaire domicilié au Qatar, ouvert au nom de Tariq Ramadan, qui est alimenté par ses salaires en tant que consultant auprès de Qatar Foundation (1), qui se montent à 150 000 riyals, soit 35 000 euros mensuels, peut-on lire dans la note Tracfin. Le ■■■■





Lycée Averroès de Lille

3 millions d'euros
C'est le montant des fonds qatariens reçus par ce lycée privé sous contrat avec l'Etat.

■ ■ ■ reste de ses rentrées provient de plusieurs maisons d'édition (Seuil, Presses du Châtelet) pour 58 768 euros, d'organisations internationales ou religieuses (dont la Ligue des musulmans de Suisse) pour 19 000 euros, et de l'association Juste Cause (6 000 euros), basée à Roubaix, dont l'un des buts est de venir en soutien aux musulmans et musulmans qui font face à des discriminations et doivent couvrir des frais de justice, lit-on sur le site Internet de M. Ramadan. Bref, grâce à ses très confortables émoluments qatariens, Tariq Ramadan a de quoi payer ses frais d'avocats qui s'élèveraient à près de 500 000 euros depuis un an. Notons également que, même durant sa détention, la prestigieuse université britannique d'Oxford, où il enseigne, a continué de lui verser chaque mois 4 000 livres sterling – 4 500 euros.

Quand le Qatar veut racheter le lycée Averroès de Lille

Les documents en notre possession montrent que Qatar Charity a financé, dans le Nord, le centre islamique de Villeneuve-d'Ascq (CIV) et le lycée Averroès de Lille, premier établissement musulman sous contrat d'association avec l'Etat français. Fondé en 2003, il porte le nom de ce philosophe musulman éclairé. L'aide qatarienne à la région s'élève à 4,6 millions d'euros, dont au moins 1,2 million au CIV et 3 millions au lycée. Ce deu-

xième plus gros investissement de l'ONG qatarienne en France ne doit rien au hasard. Le Nord est en effet – avec Bordeaux – le berceau de l'ex-UIOIF. C'est là que l'on retrouve ses principaux cadres, souvent venus du Maroc il y a une trentaine d'années pour étudier: Amar Lasfar, la vitrine des Musulmans de France, Hassan Iquioussen, le recruteur, qui va prêcher la bonne parole dans les mosquées liées aux Frères musulmans à Nantes, Mulhouse et ailleurs. Et Makhlouf Mamèche, directeur adjoint du lycée Averroès. Qatar Charity va donc naturellement se connecter à cet trio auquel s'ajoutent Mohamed Karrat, professeur de mathématiques au lycée Averroès, et Ahmed Miktar, imam au centre islamique de Villeneuve-d'Ascq.

Selon Makhlouf Mamèche, la spécificité d'Averroès réside dans les cours optionnels d'éducation islamique (deux heures par semaine) et d'arabe, proposé comme seconde langue, le reste du programme étant le même que dans le secteur public. L'établissement est ouvert aux élèves non musulmans. Garçons et filles ne sont pas séparés, ni en cours de sport ni à la cantine.

Au début des années 2000, la mise en œuvre d'un tel projet a

ouvert une nouvelle brèche dans le statu quo existant entre l'école laïque et républicaine et l'école privée. Dès le début, sa dimension communautaire inquiète, notamment au rectorat de Lille, qui redoute une ghettoïsation de la population. (...) A force d'investir de l'argent à Lille, pourquoi ne pas acheter le lycée? C'est ce que nous révèle Michel Soussan, conseiller pédagogique d'Averroès: «A un moment donné, en 2016, le Qatar a carrément proposé d'acheter le lycée et de nous le louer. C'était un investissement pour les Qataris, comme le Paris-Saint-Germain. Alors que la communauté musulmane essayait, non sans mal, d'agrandir l'établissement, eux achetaient le terrain, construisaient de beaux locaux et nous les louaient ensuite. Immédiatement, Amar Lasfar et la commission éducative d'Averroès s'y sont opposés. C'est notre liberté, c'est notre œuvre», ont-ils dit. Une initiative qui montre une fois de plus l'appétit d'ogre du Qatar, et la vigilance qu'il convient d'afficher pour le contrer. Quinze ans après son ouverture, que faut-il penser de ce lycée pionnier, soupçonné parfois de dérives intégristes, notamment de la part de certains enseignants, voire de propos antisémites?

(...) «La cause islamiste palestinienne est un thème extrêmement mobilisateur parmi les jeunes des cités, relève Rachid Sari, ancien président de l'association des parents d'élèves d'Averroès. Et cela frise parfois l'antisémitisme.» En 2015, un professeur de philosophie, Soufiane Zitouni, a démissionné après avoir signalé à la direction des dérapages antisémites. «Accuser le lycée d'antisémitisme, répond Makhlouf Mamèche, est une contre-vérité, cela ne colle pas à l'esprit d'Averroès. Nous avons comme conseiller pédagogique Michel Soussan, juif d'Afrique du Nord, qui veille sur ces questions. Dire qu'il y a des élèves qui font du zèle, cela arrive dans tous les établissements. Nous avons même signalé à la préfecture quelques cas de radicalisation d'élèves.

Derrière la défense du multiculturalisme se cache parfois simplement de l'électoralisme.

Nous avons invité le journaliste Claude Askolovitch, dont la mère fut déportée, à nous raconter son drame. »

Malgré ces dénégations, un professeur de philosophie, Sofiane Meziani, reste soupçonné d'alimenter des discours ambigus. En février 2015, une inspection, réclamée conjointement par Averroès et le rectorat, se conclut sur l'affirmation que le lycée respecte « globalement » les termes de son contrat, mais appelle à une clarification sur la place du religieux, en levant les ambiguïtés entre l'enseignement de la philosophie et le cours optionnel d'éthique religieuse.

Plusieurs préconisations ont été faites au lycée par le rectorat, dont la mise en place d'instances de régulation tels un conseil pédagogique et un comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté [afin de] dissocier plus clairement les instances de l'Association Averroès de celles de l'établissement (...). Mais à ce jour, aucune nouvelle inspection n'a été diligentée par le rectorat. Averroès favorise-t-il le port du voile ? Officiellement, il n'est pas obligatoire. Mais dans la réalité, l'immense majorité des filles sont voilées. Comment pourrait-il en être autrement alors que le lycée est né, rappelons-le, en réaction à l'exclusion de filles voilées du lycée Faidherbe ? « Un habitus s'est créé », explique Omero Marongiu-Perria, qui intervient régulièrement à Averroès. *Quand j'y vais, la majorité des lycéennes portent le voile, et certaines arborent même la tenue saoudienne. (...) Lille a une spécificité, ajoute-t-il : la présence d'une*

classe moyenne salafiste qui a tenu à scolariser ses filles à Averroès et qui a, un temps, voulu durcir encore les règles. Mais le lycée a tenu bon. » Pour cet ancien frériste, toutefois, une évidence s'impose : « Le cadre frériste imprègne les esprits. L'environnement dans lequel baignent les élèves est fidèle à l'orthodoxie qu'enseigne l'imam d'Amiens Abdallah Ben Mansour, une figure de la mouvance des Frères en France qui vient parfois dire le prêche le vendredi à Averroès. »

Dans ses documents internes, Qatar Charity ne cesse de rappeler que ses actions visent au renforcement de l'identité islamique des communautés musulmanes d'Europe. Faut-il rappeler que le port du voile figurait parmi les objectifs de l'ONG qatarienne quand elle a financé le lycée ? En 2011, des députés avaient réclamé la création d'une commission d'enquête parlementaire sur Averroès. Mais elle ne verra jamais le jour. Le lycée peut compter sur de solides relais, de droite comme de gauche, parmi les politiques. Ainsi, en 2013, le sénateur UMP Jean-René Lecerf avait réclamé à la ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, des subventions supplémentaires de l'État pour Averroès. En échange, des jeunes du quartier ont distribué aux municipales des tracts en faveur de celui qui rêvait de détrôner Martine Aubry à la mairie de Lille. À l'Assemblée nationale, son collègue socialiste Bernard Roman en fit de même en vue des législatives de 2012. Derrière la défense du multiculturalisme se cache parfois simplement de l'électoratisme (...).

Les fidèles musulmans sont aussi des électeurs

Le clientélisme est à l'œuvre. « Ne suis-je pas allé un peu loin ? » a confié Jean-Marie Bockel à son successeur Jean Rottner à la mairie de Mulhouse après avoir donné son feu vert à la mosquée cathédrale, bientôt la plus grande de France. À la décharge des maires, leur tâche est ardue : leurs administrés musulmans réclament des lieux de prière qu'ils ne peuvent pas financer, en vertu de la loi de séparation de l'Église et de l'État.

Par ailleurs, dépendants de leurs bailleurs de fonds, les responsables des associations islamiques se font parfois piéger. Hadj Amor, l'imam de Poitiers, fera pour sa part de la surenchère sur la chaîne de télévision qatarienne, et à force de quémander de l'argent, les dirigeants du lycée lillois Averroès devront s'opposer, quitte à se couper de l'ONG, à la proposition de Qatar Charity d'acheter l'établissement. Mais les responsables de ces associations profitent aussi des failles de notre système. Ces notables locaux musulmans ont su tisser des liens avec les mairies pour monnayer leur soutien. Qui pourrait le leur reprocher ? Bref, rien d'inquiétant a priori. Dans plusieurs villes, des listes communautaires menacent toutefois de voir le jour pour les élections municipales de 2020. L'État français, qui connaît une bonne partie des projets de l'ONG qatarienne, ne peut plus faire l'autruche. Les agents du renseignement font remonter l'information d'un peu partout. Les banques coopèrent de plus en plus avec Tracfin en multipliant les « déclarations de soupçons » sur l'origine des fonds qui leur parviennent. Ces transferts n'étant pas illégaux, l'État ne connaît pas forcément l'intégralité des aides versées par Qatar Charity. À l'Élysée, on sous-estime manifestement leur montant à 14 millions d'euros environ, alors qu'il atteint près de 30 millions ■

Mosquée An-Nour de Mulhouse

2,5 millions d'euros en 2015
La mosquée est l'un des 140 projets financés par Qatar Charity en Europe.



1. Fondée par la cheikha Moza, la deuxième épouse de l'émir père Hamad, Qatar Foundation favorise la science et l'éducation en accueillant des antennes de prestigieuses universités américaines, entre autres.